

sont pas celles de la grande majorité de nos concitoyens. Nous ne croyons pas moins devoir l'insérer, afin qu'il ne soit pas dit de nous, jusqu'à la fin, que disposant d'un moyen de publicité, nous en ayons refusé l'usage à quelqu'un qui avait une idée à émettre ou une thèse à défendre. » (41)

Après que le Grand-Duché fut déclaré pays indépendant et neutre à la Conférence de Londres (1867), il contracta un nouvel accord avec l'Union douanière. Ce renouvellement confirma la thèse de Norbert Metz : indépendance politique, orientation économique vers le Zollverein et l'incita à faire le bilan de l'époque commençant par l'année 1842.

Ayant, en tant que patron, débuté sous de mauvais auspices, Norbert Metz a vu les salaires s'élever et l'émigration regresser. Grâce à l'augmentation du pouvoir d'achat des classes ouvrières, l'agriculture trouva des prix rémunérateurs pour ses produits. Les impôts croissants payés par l'industrie sidérurgique remplirent la caisse de l'Etat, sans parler de la balance commerciale, qui tira profit de l'exportation.

Lorsque vinrent les derniers jours du septième cabinet Tornaco au début de la session 1867/68 des Etats, le gouvernement aurait pu se croire en droit de recevoir quelques remerciements du chef de l'heureux aboutissement de la crise de 1866/67. Non seulement il n'en fut rien, mais il se vit aux prises avec de violents interlocuteurs tels que Ch. Th. André et Norbert Metz.

La nouvelle et impopulaire organisation militaire ayant fait tomber le gouvernement Tornaco, Edouard Thilges entra le 3. 12. 1867 dans le premier cabinet Servais. A cette occasion il reçut de son ami Théodore de Wacquant une lettre de félicitation dans laquelle il est dit : «... Dans ce moment tu n'es pas seulement l'homme de confiance des libéraux modérés et conservateurs, mais aussi du parti Metz. J'ai entendu par Norbert exprimer dans un petit comité le désir de te voir à la tête du gouvernement en prônant, en parfait connaisseur, tes belles qualités. » (42)

Nous avons vu qu'en 1865 Jules Metz avait abandonné les rênes du « Courrier » à Théophile Schroell. Lorsque, 3 ans plus tard, le journal sombra sous les coups de l'interdiction, Schroell trouva en son ami Norbert Metz un bailleur de fonds, qui permit la création de la « Luxemburger Zeitung » (43)

Dans la controverse entre la Ville de Luxembourg et le gouvernement concernant les dédommagements à accorder à la capitale en compensation des pertes subies par le démantèlement de la forteresse, la municipalité trouva en Norbert Metz un vigoureux défenseur de ses intérêts au sein de l'assemblée des Etats. En la séance du 6. 2. 1868, Metz demande énergiquement qu'il soit donné à la ville de Luxembourg le droit de prétendre que sa demande soit discutée à l'Assemblée « et qu'on n'y réponde pas par des plaisanteries » (quelques députés